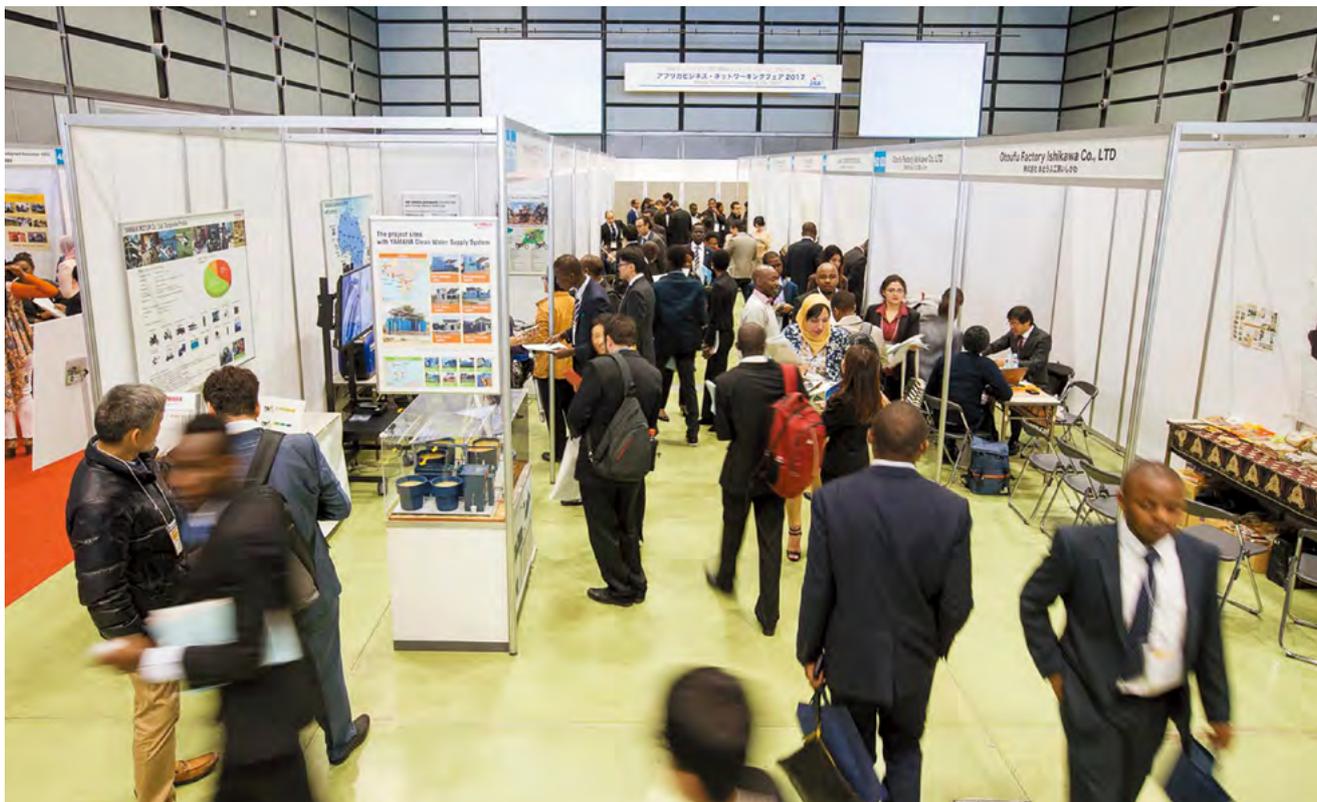


# Afrique

## L'Afrique comme partenaire pour partager l'avenir



Un salon de réseautage pour les entreprises japonaises et les étudiants de l'initiative ABE. Cette rencontre devrait inciter les participants de l'initiative ABE à servir d'intermédiaires entre les entreprises japonaises et l'Afrique.

Enjeux et actions prioritaires

### Problèmes régionaux

- La structure économique de l'Afrique dépend beaucoup des exportations de produits de base et de ressources naturelles. Cela souligne la nécessité de diversifier l'industrie et de créer de nouveaux emplois.
- L'Afrique doit également relever deux autres défis majeurs : (1) surmonter la vulnérabilité des systèmes de santé mise au jour par la propagation des maladies transmissibles ; et (2) surmonter les vulnérabilités associées au changement climatique, à l'extrémisme violent et à d'autres problèmes.

### Initiatives de l'exercice 2016

- La JICA a travaillé sur une série de questions s'articulant autour des trois piliers énoncés dans la déclaration de Nairobi, adoptée lors de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI). Les trois piliers étaient (1) la transformation économique structurelle par la diversification économique et l'industrialisation, (2) les systèmes de santé résilients pour une meilleure qualité de vie et (3) la stabilité sociale pour une prospérité partagée. Ces questions comprenaient le développement des infrastructures, le développement des ressources humaines industrielles, l'intégration de la couverture santé universelle (CSU)<sup>1</sup>, la consolidation de la paix, l'agriculture, et l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

### Future coopération

- La JICA étendra son aide pour aider les pays africains à transformer leur structure économique et surmonter leurs vulnérabilités tout en respectant l'appropriation et le partenariat avec l'Afrique. Au cours de ce processus, la JICA travaillera de concert avec l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (Agence du NEPAD)<sup>2</sup> pour mettre en œuvre l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA) et l'initiative kaizen, toutes deux annoncées lors de la TICAD VI.

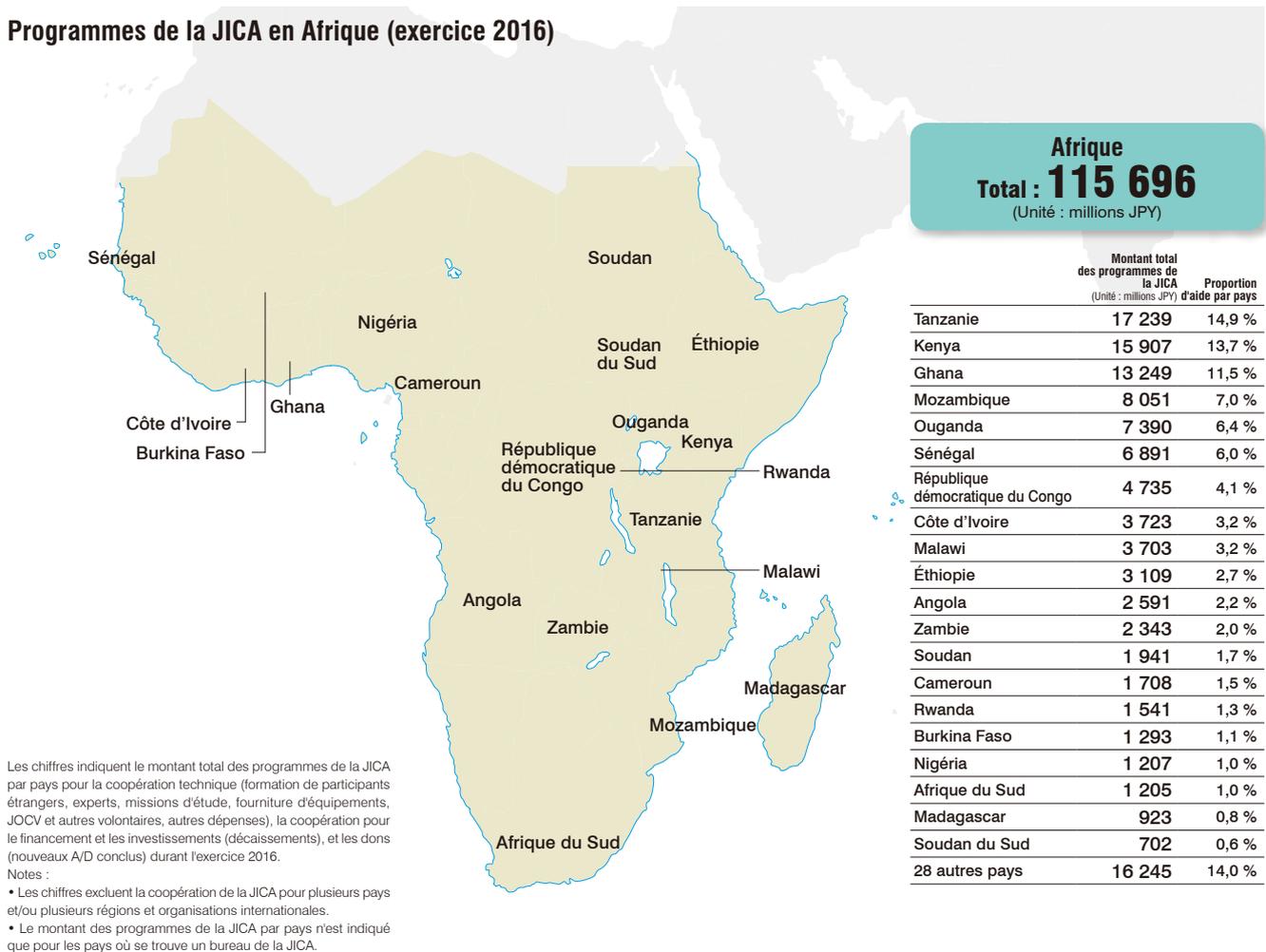
### TICAD VI

En août 2016, la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) a eu lieu pour la première fois sur le sol africain. Des dirigeants et autres hauts responsables de pays africains, d'organisations internationales de développement, d'entreprises privées, d'universités et autres institutions de recherche, d'organisations de la société civile et d'organisations du secteur public se sont réunis à Nairobi pour participer à la TICAD VI. La conférence et les événements parallèles ont réuni un nombre record de 11 000 participants.

Cette conférence se distingue des cinq précédentes réunions de la TICAD par trois caractéristiques. Premièrement, la toute première TICAD organisée en Afrique a souligné plus que jamais l'engagement des pays africains à s'attaquer par eux-mêmes à leurs problèmes, montrant ainsi l'appropriation croissante par ces pays. Deuxièmement, divers acteurs ont utilisé le cadre de la TICAD en tant que plateforme commune pour le développement de l'Afrique, donnant forme à un partenariat avec des organisations internationales et d'autres donateurs. Troisièmement, la visite à Nairobi non seulement de représentants du gouvernement, mais aussi de représentants de nombreuses entreprises privées, a renforcé les partenariats d'affaires entre le Japon et l'Afrique.

1. La CSU « consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soit de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».

2. L'Agence du NEPAD est un organe de mise en œuvre de l'Union africaine (UA). Le NEPAD est une initiative africaine pour le développement de l'Afrique, adoptée lors du sommet de l'Union africaine (UA) de juillet 2001.

**Programmes de la JICA en Afrique (exercice 2016)**

La TICAD VI a été d'une grande importance dans la mesure où elle a non seulement tracé de nouvelles orientations pour le développement de l'Afrique, mais aussi promu et même suscité la compréhension mutuelle entre divers acteurs du développement, parallèlement aux pays africains.

### ● Déclaration de Nairobi

Les points clés de la TICAD VI ont été rassemblés dans la déclaration de Nairobi, l'un de ses documents finaux. En intégrant les nouveaux défis du développement auxquels l'Afrique a été confrontée suite à la TICAD V en 2013, notamment la baisse des prix internationaux des ressources, les épidémies de virus Ebola et l'extrémisme violent, la déclaration de Nairobi a identifié trois axes prioritaires pour les trois prochaines années : (1) la transformation économique structurelle par la diversification économique et l'industrialisation, (2) les systèmes de santé résilients pour une meilleure qualité de vie et (3) la stabilité sociale pour une prospérité partagée. Les détails ont été exposés dans le plan de mise en œuvre de Nairobi pour 2016-2018.

En prenant acte de la déclaration de Nairobi et du plan de mise en œuvre de Nairobi, le Japon a annoncé qu'il investirait environ 30 milliards USD (soit 3 000 milliards JPY) en Afrique dans le cadre de partenariats public-privé et offrirait une formation à près de 10 millions de personnes du continent. Dans la perspective de la TICAD 7, prévue pour 2019, le plan de mise en œuvre de Nairobi pour 2016-2018 sera réalisé parallèlement au plan d'action de Yokohama

2013-2017, qui a été adopté lors de la TICAD V. Conformément aux mesures annoncées par le Japon aux réunions de la TICAD, la JICA mettra en œuvre des programmes et des projets dans des secteurs où elle pourra tirer parti des points forts du Japon, notamment le développement d'infrastructures de qualité et le développement des ressources humaines.

### ● Appropriation croissante de l'Afrique

L'appropriation croissante par les pays africains a été démontrée lors de la TICAD VI et à travers d'autres mouvements menés en Afrique en 2016.

Depuis qu'un consensus international s'est formé sur la nécessité de soutenir les activités du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) à la TICAD III en 2003, la JICA a travaillé avec l'Agence du NEPAD pour promouvoir le développement de l'Afrique. En 2014, la JICA et l'Agence du NEPAD ont signé un protocole d'accord formant un cadre de coopération concret. Cela s'est traduit par des progrès tangibles de la coopération dans des secteurs tels que le développement des infrastructures régionales et le développement agricole. Lors de la TICAD VI en 2016, l'Agence du NEPAD a lancé deux initiatives avec la JICA : l'initiative kaizen et l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA).

L'initiative kaizen vise à améliorer la productivité de l'entreprise, un mouvement que la JICA accompagne depuis longtemps. Dans le cadre de cette initiative, la JICA et l'Agence du NEPAD lanceront

un programme de partenariat en Éthiopie et dans d'autres pays d'Afrique afin d'accroître de 30 % la productivité des entreprises concernées. L'objectif ultime consiste à standardiser l'approche kaizen et à la reproduire dans toute la région. L'ISANA a pour ambition d'améliorer la nutrition en se basant sur des critères précis au cours des 10 prochaines années, en commençant par 10 pays africains [ → voir l'étude de cas, page 75]. Les secrétariats de l'initiative kaizen et de l'ISANA sont basés au siège de l'Agence du NEPAD. La JICA et l'Agence du NEPAD vont promouvoir conjointement ces deux initiatives tout en soutenant l'appropriation par l'Afrique.

Étude de cas

**Afrique subsaharienne :  
Développement des infrastructures  
régionales en Afrique**



## Promouvoir la facilitation du commerce à travers l'aide au développement des infrastructures transnationales du continent africain

L'Afrique, qui comprend pas moins de 15 pays enclavés, doit développer le commerce intrarégional si elle veut parvenir à une croissance économique durable. En particulier, il est urgent de faciliter la circulation des biens et des services à travers le continent pour rendre la distribution plus sûre, plus rapide et moins chère. Depuis la TICAD IV en 2008, la JICA collabore avec l'Agence du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), un organe de mise en œuvre de l'Union africaine, pour soutenir l'introduction de postes frontières à guichet unique (PFGU) afin de dynamiser les corridors de développement et simplifier le passage des frontières.

En commençant par le PFGU de Chirundu à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe, la JICA a participé à l'installation de 14 PFGU en Afrique au moyen de divers instruments d'aide, tels que les prêts d'APD, les dons et la coopération technique. En 2016, le PFGU de Rusumo a été mis en service à la frontière tanzano-rwandaise, ce qui devrait réduire le temps de dédouanement à un tiers, minimiser les coûts et doubler le volume de trafic.

La JICA a soutenu la promotion des PFGU en utilisant le manuel de référence sur le PFGU, une compilation de savoir-faire en matière de planification et d'exploitation des PFGU ainsi que d'enseignements tirés des postes en service. Le manuel de référence a été préparé par la JICA conjointement avec d'autres donateurs, l'Agence du NEPAD et des Communautés économiques régionales (CER). Afin de promouvoir le manuel de référence sur le PFGU, la JICA a notamment travaillé avec l'Agence du NEPAD pour organiser des réunions régionales dans l'est et le sud de l'Afrique afin de soutenir la diffusion des PFGU, tout en utilisant le manuel de référence comme outil.



Le pont international de Rusumo et le PFGU à la frontière entre la Tanzanie et le Rwanda

La JICA a aidé les pays africains à établir le Centre des objectifs de développement durable (SDGC/A) pour l'Afrique, au Rwanda en 2016, le premier de son genre dans le monde. Le SDGC/A a pour objectifs l'éradication de la pauvreté et le développement durable d'ici 2030. Il opère dans quatre domaines : (1) la recherche et les conseils stratégiques ; (2) l'éducation et le renforcement des capacités ; (3) la technologie, l'innovation et la sensibilisation ; et (4) les investissements et projets inter-pays. Le SDGC/A incarne clairement l'engagement de l'Afrique à relever par elle-même les défis auxquels elle est confrontée. La JICA travaillera avec le SDGC/A pour aider les pays africains à atteindre les ODD. Dans le cadre de ce processus, la JICA respectera l'appropriation africaine et mobilisera toutes les expériences et connaissances qu'elle a acquises sur le terrain [ → voir l'encadré, page 99].

### ● Élargissement des partenariats

Au fur et à mesure que la TICAD se fait connaître, les partenariats entre organisations connexes se renforcent.

Lors d'un événement parallèle de la TICAD VI, le gouvernement japonais et la Banque africaine de développement ont annoncé un objectif global de 3 milliards USD d'investissements dans le cadre de la troisième phase de l'initiative d'assistance renforcée au secteur privé en Afrique (EPSA 3). Le gouvernement japonais a également signé un protocole de coopération avec les États-Unis sur le développement des énergies renouvelables en Afrique. Par ailleurs, la JICA et l'Agence française de développement (AFD) ont signé un protocole de coopération sur la création d'une ville durable à Abidjan.

En dehors de la TICAD VI, la JICA a collaboré en juin 2016 avec la Police des Nations unies (UNPOL) au sein des Opérations de maintien de la paix, pour former la police nationale du Mali à la lutte contre le terrorisme et le crime organisé. La JICA a identifié un cycle vertueux de développement des ressources humaines. En effet, certains des conférenciers de cette formation étaient d'anciens participants à des programmes de formation de la police organisés conjointement par la JICA et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en République démocratique du Congo, en 2005 et 2014. En février 2017, la JICA a signé un accord avec le gouvernement éthiopien pour la fourniture d'un prêt d'APD d'un montant maximal de 5,5 milliards JPY, pour le projet de développement de l'entrepreneuriat féminin, en partenariat avec la Banque mondiale. C'est le premier prêt de cofinancement de la JICA ciblant spécifiquement les femmes en Afrique. La JICA assure une coopération complète tout en respectant et en travaillant en étroite collaboration avec les partenaires de développement.

### ● Collaboration avec le secteur privé pour le commerce en Afrique

L'année 2016 a vu une progression importante des échanges commerciaux entre le Japon et l'Afrique axés autour de la collaboration avec le secteur privé.

Des responsables de plus de 100 entreprises japonaises se sont réunis à Nairobi pour assister aux événements parallèles de la TICAD VI. Ils ont présenté leurs produits et services et discuté avec des hommes d'affaires africains à l'occasion de l'exposition sur le Japon qui se tenait près de la principale salle de conférence. Lors de la conférence d'affaires Japon-Afrique, un autre événement

parallèle de la TICAD, la communauté des affaires japonaise a effectué une déclaration pour la promotion des entreprises afin de forger un partenariat plus fort avec l'Afrique, laissant présager une intensification de l'activité commerciale dans la région.

En octobre 2016, la JICA a décidé d'investir dans le projet d'énergie solaire hors réseau mené par Digital Grid Inc. (DG), le premier projet de financement des investissements du secteur privé (PSIF) en Afrique subsaharienne. Ce projet vise à installer des panneaux solaires dans les petits commerces des villages sans électricité, et à fournir des services de location et de recharge de lampes LED ainsi que des services de recharge de téléphones mobiles pour les clients de ces magasins. En prenant 300 millions JPY de participation au capital de DG, la JICA aidera l'entreprise à développer ses activités commerciales en Tanzanie, contribuant ainsi à l'amélioration du taux d'électrification du pays.

Les relations ont également progressé entre les entreprises japonaises et les étudiants africains invités au Japon dans le cadre de l'initiative ABE pour l'éducation commerciale des jeunes Africains, qui devraient servir de « guides » pour les entreprises japonaises souhaitant s'implanter en Afrique. Le nombre d'entreprises japonaises acceptant ces étudiants comme stagiaires est passé de 65 en 2015 à 99 en 2016. Le nombre d'entreprises japonaises participant au salon du réseautage d'affaires africain – offrant aux participants de l'initiative ABE et aux entreprises une opportunité de faire connaissance – est également en augmentation. Il est passé de 90 en 2015 à 150 en 2016, ce qui suggère qu'un nombre croissant d'entreprises japonaises s'intéressent au continent africain.



Un petit commerce ouvert la nuit grâce à une lampe LED fournie dans le cadre du projet d'énergie solaire hors réseau en Afrique subsaharienne, le premier projet PSIF en Afrique (Tanzanie).

L'initiative ABE a produit d'autres résultats positifs. Certaines de ces entreprises ont recruté des stagiaires de l'initiative ABE au Japon et des entreprises japonaises implantées en Afrique ont embauché d'anciens participants dans leur pays d'origine.

La JICA continuera de soutenir l'expansion des entreprises africaines en collaboration avec des entreprises privées japonaises grâce au développement des ressources humaines et à l'aide financière.

Étude de cas

**Rwanda :**  
**Un partenariat avec la ville de Kobe**  
**voit le jour grâce à l'initiative ABE**



### L'innovation dans les TIC encouragée par un partenariat industrie-université-gouvernement

Le Rwanda a atteint une croissance économique élevée en seulement 20 ans après la fin de la guerre civile. Ceci est souvent décrit comme un « miracle africain ». Déterminée à construire l'État autour des TIC, la nation entière s'engage à promouvoir la technologie. Cet engagement est largement soutenu par l'Institut d'informatique de Kobe (KIC) et la ville de Kobe au Japon.

Dans le cadre de l'initiative ABE, le KIC accepte de nombreux étudiants africains qui ont un fort potentiel pour jouer un rôle important dans le secteur des TIC. L'institut basé à Kobe offre des cours conçus pour enseigner des compétences utiles et concrètes afin que les étudiants puissent identifier les problèmes sociaux du point de vue du développement des ressources humaines industrielles en Afrique et explorer des solutions à ces problèmes en apprenant par la pratique. Beaucoup de ces étudiants viennent du Rwanda. La communauté des affaires rwandaise considère le KIC comme un centre important de développement des ressources humaines pour les TIC.

Pour continuer de répondre à de telles attentes, le KIC a lancé en 2014 l'initiative K avec la Chambre des TIC du Rwanda afin de créer 1 000 emplois au Rwanda d'ici 2020. Compte tenu des efforts menés par le KIC, la ville de Kobe a également pris des dispositions pour soutenir le Rwanda. Par exemple, Kobe et Kigali, la capitale rwandaise, ont conclu un accord de partenariat dans le domaine des TIC en 2016.

La relation entre le KIC et le Rwanda a stimulé les activités de la ville de Kobe en approfondissant le partenariat industrie-université-gouvernement pour le pays africain.



Une mission industrie-université-gouvernement envoyée en mai 2016 à Kigali, la capitale rwandaise, impliquant la ville de Kobe, le KIC et des entreprises basées à Kobe. Le maire de Kobe, Kizo Hisamoto, et le vice-président du KIC, Kenji Fukuoka, sont respectivement troisième et quatrième à partir de la droite au premier rang.